



La crise sanitaire a mis en exergue les effets dévastateurs des politiques publiques menées par les libéraux depuis des décennies. Elle a mis en lumière, après des années d'austérité budgétaire, la dégradation de nos services publics et le démantèlement irresponsable du service public de la santé et de tous nos systèmes de soins et d'accueil des personnes âgées, en situation de handicap ou fragilisées.

Depuis plus d'un an les personnels des établissements hospitaliers et médico-sociaux, des EHPAD se mobilisent pour alerter sur la fragilité des services faute de moyens et d'effectifs et le danger imminent pour la population.

Les faits auront malheureusement confirmé ce que les différents ministres et la Macronie ont refusé d'entendre.

La crise montre l'importance essentielle des services publics et de la fonction publique pour garantir l'accès aux droits sociaux de la population. Les citoyens et les citoyennes ont pu saluer l'engagement sans faille de tous les personnels soignants et des agent-es publics qui ont démontré, une nouvelle fois, leur rôle incontournable au service de l'intérêt général.

Force est de constater que le Gouvernement ne change pas de cap. Le « Ségur de la santé » n'augure rien de bon : au nom de la rentabilité et du profit à court terme, les suppressions de lits, les fusions de services, les partenariats publics/privés, la gouvernance des Agences régionales de santé, la tarification à l'acte, tout ce qui a engendré la grave crise de l'hôpital public n'est pas remis en cause.

Et pour les personnels, pas de réponses à leurs revendications après des années de gel du point d'indice et des salaires déjà extrêmement bas dans un contexte de dévalorisation de leurs métiers et de mépris du Gouvernement.

Les discours lénifiants du Gouvernement, les médailles et les promesses de primes aléatoires et hypothétiques ne suffiront pas.

Avec notamment les syndicats CGT, FO, SUD, UNSA et les collectifs inter-urgences, inter-hôpitaux de la fonction publique hospitalière en pointe depuis plus d'un an dans les grèves et manifestations, elles et ils exigent :

- Des moyens humains et budgétaires pour la santé publique et l'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits ;

- Une revalorisation salariale pour tous les contractuel·les et fonctionnaires et le dégel de la valeur du point d'indice de la fonction publique ;
- La reconnaissance des qualifications, la revalorisation des carrières à prédominance féminine ;
- La reconnaissance de la pénibilité ;
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- La création de postes de titulaires qui répondent à l'ensemble des besoins de la population ;
- La résorption de la précarité avec un nouveau plan de titularisation et l'abandon des nouveaux contrats, tels que le contrat de mission ;
- Le maintien des CHSCT avec un niveau d'expertise en santé, sécurité et conditions de travail largement démontré et utile lors de la crise sanitaire grâce au professionnalisme des représentant·es du personnel ;

Ils appellent les personnels et les usagers à une journée nationale d'initiatives et de grève le 16 juin pour que des réponses soient apportées à leurs revendications.

Dans la fonction publique de l'État, dans nos ministères, nos administrations et établissements, les revendications portées lors de cette journée d'action sont absolument communes et partagées pour la mise en oeuvre des missions publiques. Il en est notamment ainsi des augmentations générales de salaire, des créations d'emplois indispensables dans de nombreuses administrations réduites à l'os par des années de politiques d'austérité, de l'abondement de crédits indispensables dans beaucoup de services, de l'arrêt des restructurations, des abandons et privatisations de missions.

La crise sanitaire a démontré les besoins criants pour des pans essentiels des missions de l'État : pour la recherche et l'enseignement public, l'éducation nationale, la justice et la protection de l'enfance et de la jeunesse, l'environnement, la transition écologique et la politique agricole et alimentaire, la culture, les missions de contrôle, de sécurité et de surveillance. Il y a urgence à exiger d'autres choix pour un service public de qualité dans l'intérêt général des populations.

Pourtant, le Gouvernement poursuit l'application de la loi dite de transformation de la fonction publique, avec notamment la suppression des CAP et des CHSCT qui ont démontré leur rôle essentiel pendant cette crise sanitaire, la réforme territoriale de l'État, la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, les restructurations dans les ministères, et tout cela dans un contexte d'attaques sur les droits et garanties des personnels et sur les libertés individuelles !

Alors oui, notre place, le 16 juin, est aux côtés des professionnels de santé, dans la rue et les initiatives, pour exiger que le « Jour d'après » sonne un véritable changement dans les politiques publiques menées.

D'ores et déjà, dans plusieurs ministères les organisations syndicales appellent à cette journée d'action.

Ainsi au ministère du travail, les syndicats CGT, SUD, FSU, FO et CNT appellent l'ensemble des agent·es à une journée de grève le 16 juin, pour exiger la réintégration immédiate d'Anthony, le respect de l'indépendance de l'inspection du travail, la défense du statut et des missions des agent·es, avec des rassemblements devant les UD et les DIRECCTE à 12 h 00.

fichiers:



[Télécharger 2020_06_11_appel_ufse_16_juin.pdf](#) (129.35 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2020](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
